ILLITE ELE

N° 497 — Mercredi 22 février 1978 — Quotidien — Prix : 0,50 F

Le PCF précise ce qu'il veut négocier le 13 mars :

Pas un programme... mais des sièges de députés

L'élection cantonale de Chennevières, de dimanche dernier 19 février, fort controversée, est l'occasion pour le Parti Communiste de s'en prendre à nouveau à ce qu'il appelle la mauvaise foi du Parti Socialiste. Dans les nombreuses raisons qu'il donne de voter le 12 mars pour le Parti Communiste au lieu du Parti Socialiste, s'ajoutera, dorénavant « l'entourloupette » du 19 février.

Mais c'est aussi l'occasion pour la direction du Parti Communiste de préciser encore un peu plus ce qu'elle entend réellement négocier le 13 mars, quelle est la véritable raison de la querelle qu'elle mène tambour battant, depuis septembre dernier, à Mitterrand et ses amis.

Sous le titre « Alerte à ceux qui veulent l'union et le changement », dans l'Humanité du mardi 21 février une déclaration du Bureau politique du PCF se termine par : « Le Bureau politique du Parti Communiste Français pense que les travailleurs et travailleuses trouveront dans l'attitude actuelle du Parti Socialiste une raison nouvelle d'intensifier leurs efforts pour que le vote massif en faveur des candidats communistes le 12 mars conduise le 13 à la discussion et à un bon accord politique, qui ouvrira la voie à de bons désistements (c'est nous qui soulignons - NDLR) et à la victoire le 19 ».

Ainsi, pas à pas, on y vient. Mitterrand, il y a peu, a finalement admis du bout des lèvres que le SMIC devait être porté à 2 400 F (quitte à faire supporter le poids de l'augmentation, non par les patrons, mais par l'Etat, c'est-à-dire nos impôts). Marchais, il y a deux jours, s'abritant derrière une proposition de la CFDT, a dit ouvertement qu'il était prêt à couper la poire en deux et à ramener le fameux chiffre des filiales des grands trusts à nationaliser de 729 à 500. Le Parti Socialiste en propose, lui, 300 pour l'instant. Il est évident que le compromis ne devrait pas être difficile à trouver.

Mais il est de plus en plus évident aussi que là n'est pas, que là n'a jamais été la vraie cause de la querelle. Et le communiqué du Bureau politique vient simplement mettre un peu plus les points sur les i.

Le Parti Communiste veut de « bons désistements ». Voilà le fond du problème.

Et par « bons désistements », il faut entendre sans doute, d'abord, qu'il exige de la part des dirigeants du Parti Socialiste qu'ils mettent tout leur poids dans la balance pour amener leurs électeurs du premier tour à reporter leurs voix sur le candidat du PCF, là où c'est lui qui resterait en lice au second. C'est vrai que l'électorat socialiste marque toujours une certaine réticence à reporter ses voix sur un communiste. C'est vrai que, pour que les candidats du PCF fassent le plein des voix de gauche du

premier tour, là où ils seraient les candidats uniques de la gauche au second, il faudra plus qu'un soutien du bout des lèvres des candidats et dirigeants socialistes et, a fortiori évidemment, aucun coup bas de leur part. En gros, il ne faut surtout pas qu'ils aient la même attitude que dimanche dernier dans le Val-de-Marne.

Mais par « bon désistement ». il faut aussi entendre une discussion sur qui se désistera, du socialiste ou du communiste, dans un certain nombre de circonscriptions. Cela, bien sûr, dépendra des résultats du 12 mars. Marchais le répète assez d'ail-1eurs. Mais si les aléas du scrutin faisaient que les candidats socialistes, même sans faire un nombre de voix très supérieur, arrivaient devant les candidats du PCF dans un trop grand nombre de circonscriptions (car la loi électorale est ainsi faite, ou plutôt mal faite, qu'avec peu de voix en moins, en général, le PCF peut cependant être presque partout en seconde position), alors le PCF se réserve le droit de demander à son partenaire de faire des entorses à cette « vieillerie » du désistement automatique pour le candidat le mieux

Voillà ce que veut négocier Marchais le 13 mars. Et c'est de plus en plus ouvertement qu'il le dit, comme le montre la dernière déclaration du Bureau politique.

Marchais n'a pas de politique différente de Mitterrand. Il ne défend quasiment plus rien que le Parti Socialiste ne voudrait pas. S'il demande aux électeurs de porter leurs voix sur les candidats du Parti Communiste, c'est simplement pour lui assurer, le 13 mars, puis le 19, puis pour les cinq ans qui suivront, un poids parlementaire suffisant, pour que Mitterrand ne puisse pas se passer de lui au gouvernement... mais pour gouverner comme lui.

Les électeurs qui estiment que cela suffit peuvent voter le 12 mars pour les candidats du PCF. Mais ceux qui voudraient voir au Parlement des députés qui n'ont pas la politique de Mitterrand, qui dénonceront tous ses mauvais coups contre les travailleurs, qui ne laisseront rien passer, doivent porter leurs suffrages sur d'autres, sur les candidats de Lutte Ouvrière. Eux, ne seront pas ministres.

Leur but à eux n'est pas de forcer Mitterrand à les prendre dans son gouvernement. Il est de faire entendre, en toutes circonstances, la voix de simples travailleurs, au sein du Parlement.

Marchais, tribun de la lutte des classes... jusqu'au 19 mars

Engoncé dans son anti-communisme de bas étage, Alain Peyrefitte a eu le rôle qu'il méritait, c'est-à-dire pas le beau, dans le débat télévisé qui l'a opposé lundi soir à Georges Marchais. Et le bilan de la politique sociale du gouvernement qu'il a dressé pour montrer que les promesses du Programme de Provins de 1973 avaient été tenues n'a pas résisté à la simple répartie de Marchais : « Combien aviez-vous annoncé de chômeurs à Provins? ».

Virullent, accusateur, ironique, refusant de quitter le terrain sur lequel il avait décidé d'enfoncer un clou, Georges Marchais s'est adressé dans ce débat aux travailleurs, à tous ceux qu'il veut convaincre de voter PC.

Ses dénonciations des injustices (« Il est scandaleux que des mères n'arrivent plus à subvenir aux besoins de leurs familles, quand des hommes gagnent trois millions de centimes par jour »), ses attaques contre ceux qui gaspillent des fortunes dans les casinos, ont sans doute touché plus d'un travailleur. Et ses déclarations de guerre aux riches (« Nous avoins le courage de dire que les riches, les privilégiés de la fortune vont payer. Notre mot d'ordre, c'est : faire payer les riches ») ont aussi sans doute redonné l'espoir à plus d'un électeur communiste, l'espoir que le Parti Communiste se battra, s'il parvient au gouvernement, au nom des intérêts des travailleurs et des petites gens.

Oui, faire payer les riches est sans doute le seul moyen pour les travailleurs ne pas payer, eux, la crise.

Mais Marchais le fera-t-il vraiment? C'est là tout le problème. D'abord, « riches », qu'est-ce que cela veut dire? Parce que, des mesures comme des impôts sur les hauts revenus, la lutte contre la fraude fiscale, l'impôt sur les fortunes, sur les sociétés, la fin du gaspillage, tout le monde en parle. Même Giscard, même Barre. Les moyens dont parle Marchais ne permettront pas de faire payer les plus grandes sociétés.

Il faut faire payer les riches! Mais, est-ce donc faire payer les riches que de financer, avec l'argent des contribuables, la bombe atomique et les dépenses militaires? Car enfin, l'une comme les autres constituent un véritable pactole pour les grands trusts du nucléaire, de l'armement, de l'électronique et bien d'autres!

Est-ce donc faire payer les riches que de les indemniser en cas de nationalisation? Car, même si ce sont des obligations ou des bons du trésor que le PC se propose de donner aux nationalisés, tout cela se négocie et se vend! Est-ce donc faire payer les riches que de laisser les trusts, une fois indemnisés, investir librement ces capitaux ainsi libérés dans ce qui sera le plus rentable et ne faisser aux entreprises nationalisées que les fractions non rentables du marché?

Alors, le langage de gauche de Marchais à l'usage de l'électorat ouvrier peut certes faire illusion.

Mais les travailleurs doivent savoir que Marchais se prépare, non pas à faire payer les riches, mais à cautionner, d'ici quelque temps, une politique d'austénité pour les travailleurs. Alors, il peut bien tenir, le temps d'une campagne électorale, le langage du cœur à ses électeurs; il leur tiendra dans pas longtemps celui de la résignation opposée aux revendications et celui de l'union nationale opposée à la lutte de classes, expression qu'il n'emploiera plus guère dans un mois. En tout cas, soyons prêts à obliger Marchais à se souvenir, après le 19 mars, qu'il nous a dit hier que la lutte des classes était bien une réalité d'aujourd'hui.

Duo Marchais-Mitterrand

Derrière la course aux électeurs qui représente la face apparente des relations entre le PC et le PS, les deux leaders de ces partis, Mitterrand et Marchais, préparent chaque jour leurs militants, sympathisants et électeurs respectifs, à une négociation au soir du premier tour.

Marchais vient à peine de dire, en prenant prétexte d'une déclaration de la CFDT, qu'après tout, un chiffre des nationalisations correspondant à la moyenne arithmétique entre les projets du PC et ceux du PS serait parfaitement valable, que Mitterrand a déclaré mardi soir à Radio Monte Carlo que tout serait négociable après le second tour, mais qu'il était pour une déclaration commune des deux partis entre les deux tours. Comme si, pour que cette déclaration commune puisse voir le jour, il ne fallait pas au moins la discuter, ouvertement ou secrètement.

Les électeurs communistes qui croient, en fonction de la politique du PC de ces dernières semaines, que Marchais n'est pas prêt à faire, à nouveau, de Mitterrand le chef de file de la gauche, risquent le 13 mars d'avoir une surprise en ouvrant l'Humanité.

Paysans, consommateurs ont des intérêts communs

Lors de leur face-à-face télévisé de mardi midi, Mehaignerie, ministre de l'Agriculture, a reproché à Louis Joxe, du Parti Socialiste, de promettre à la fois aux petits producteurs des prix agricoles garantis, relevés en fonction de l'accroissement de leurs charges et aux consommateurs des prix bloqués pour les produits de première nécessité. « Vous avez deux langages. On ne peut pas promettre le matin aux producteurs un prix du blé élevé et le soir aux consommateurs du pain pas cher », lui a-t-il dit.

Mehalgnerie fait ainsi semblant d'ignorer que les prix à la production ont beau marquer le pas, les prix à la consommation, eux, grimpent toujours et qu'il y a un décalage énorme entre les prix souvent très faibles payés au producteur et les prix très élevés sur les marchés.

Ainsi, le prix du lait payé au producteur a augmenté en huit ans de 68 %, mais le prix du lait à la consommation, lui, a augmenté de 94 %. Et les Danone, Nova et autres Yoplait ont augmenté le prix de leurs yaourts dans des proportions bien supérieures encore. Et la viande vendue 8 F le kilo par le petit éleveur, combien est-elle vendue sur les marchés ? Alors, où va la différence ? Qui profite de l'écart qui se creuse entre le prix faible payé au paysan et le prix à la consommation important que doivent payer les consommateurs citadins ?

Entre le paysan producteur et l'ouvrier consommateur, il y a les grands trusts de l'alimentation, il y a des intermédiaires capitalistes. Ceux-là réalisent leurs bénéfices en payant les produits agricoles au plus bas prix, au détriment des paysans, et en vendant leurs propres produits au plus cher aux consommateurs. Et lorsqu'un produit agricole n'est pas susceptible de leur rapporter un profit suffisant, ils préfèrent le laisser sur les bras du paysan producteur, quitte à ce que ces produits soient détruits, que de l'acheminer et vendre bon marché dans les villes.

Alors, il faut un fier culot pour affirmer que les intérêts des producteurs paysans et des ouvriers consommateurs sont contradictoires. Au contraire, les uns comme les autres sont volés, grugés, par les trusts de l'alimentation ou les intermédiaires capitalistes dont la droite au pouvoir sert les intérêts.

Mais de son côté Louis Joxe s'est blen gardé de répondre clairement à l'accusation du ministre de l'Agriculture. Il a certes dit que les paysans (un tiers d'entre eux gagnent moins que le SMIC) ont le droit de vivre décemment de leur travail. Mais il n'a pas dit qu'il faudrait s'en prendre aux super-profits des capitalistes de l'alimentation, si l'on voulait, comme il le promet, satisfaire les revendications à la fois des travailleurs des villes et des travailleurs des champs. Ce n'est pas un hasard si le représentant du Parti Socialiste, pas plus que celui de la droite, n'a même évoqué leur existence au cours de ce débat. Car le Parti Socialiste n'a nullement l'intention de s'en prendre à eux. Il est blen trop respectueux des intérêts des puissants.

Et les promesses qu'il prodigue aujourd'hul aux uns et aux autres ne sont que des promesses électorales, qui ne pourront pas êtres tenues demain, puisque le Parti Socialiste ne veut pas surtout s'en donner les moyens.

On peut à la fois promettre un prix rémunérateur aux producteurs et des produits bon marché aux consommateurs, mais on ne peut pas à la fois promettre d'améliorer le sort des producteurs et des consommateurs et refuser de s'en prendre aux trusts, aux monopoles et aux grands groupes capitalistes.

CHIRAC ET LES PETITS COMMERÇANTS:

Prendre les voix des petits pour mener la politique des gros

● A la convention nationale des GIR (Groupes Initiative et Responsabilité), devant un public composé de représentants de la Confédération des cadres, de la FNSEA et des petites et moyennes entreprises, un nouveau champion de la lutte contre le profit capitaliste s'est révélé, en la personne de... Jacques Chirac!

Les grandes surfaces? Le chef du RPR s'est déclaré farouchement contre; elles ont une structure capitaliste et sont destinées à faire du profit, a-t-il même ajouté. Chirac a rappelé qu'il était un partisan de la loi Royer, qui s'oppose à l'extension desdites « grandes surfaces ».

Pendant les deux ans où il

était Premier ministre, les petits commerçants, à qui s'adresse le démagogue, n'avaient pas constaté que c'était là sa politique? Eh bien, ce n'est pas qu'il a changé, lui, Chirac. C'est qu'il a été empêché de mettre sa politique en application... Voilà au moins un argument pour tous ceux qui seraient tentés de voter pour lui et ses amis du RPR. Ça ne servirait à rien puisque, même lorsqu'il est Premier ministre, Chirac ne fait rien de ce qu'il veut!

Mais qui croira que Chirac est un protecteur des petits du commerce, contre le gouvernement et les capitalistes? La fameuse loi Royer dont il se revendique, comme tous les politiciens de droite, n'a jamais freiné les profits des « grandes surfaces », au contraire. Si elle a réglementé leur implantation, c'est à un moment où elles avaient atteint leur essor et pour codifier un ralentissement décidé par les grands trusts euxmêmes, précisément pour mieux assurer leurs profits contre leur propre concurrence, au moment où la crise commençait à se faire sentir.

Mais Chirac, à la pêche aux voix, n'est pas à quelques diatribes démagogiques près. A l'entendre dans son numéro hypocrite de défenseur des petits contre les gros, on pourrait oublier qu'il est l'ami et le protégé — le « petit Jacques » — du milliardaire Marcel Dassault, qui, lui, ne tient pas une petite boutique!

La CGT et le chômage

● Mardi 21 février, la CGT a organisé à Paris une journée nationale inter-professionnelle qui a rassemblé des délégations venant de toute la France, pour dresser un « réquisitoire contre le chômage ». Selon les statistiques de la CGT, il y a toujours 1.600.000 chômeurs réels en France.

Pour masquer cette réalité, à l'approche des élections, le gouvernement a truqué les chiffres par tous les moyens, en retardant ici l'inscription de certains chômeurs, en radiant là certains autres etc. Le principal tour de passe-passe a consisté dans l'annonce, il y a quelques mois, des différentes mesures « visant à favoriser l'emploi des jeunes ».

C'est au nom de ces mesures « sociales » que l'Etat offre aujourd'hui, avec les deniers des contribuables, une main-d'œuvre quasi gratuite aux patrons qui acceptent de prendre en « stage » pour 6 mois des jeunes qu'ils ne seront pas obligés d'embaucher définitivement. Avec ces fameux stages, le gouvernement faisait d'une pierre trois coups : d'abord, il dégonflait artificiellement et mensongèrement les statistiques officielles sur le chômage; ensuite il offrait un cadeau royal aux entreprises; enfin il habituait par

avance une fraction de la classe ouvrière, en l'occurrence les jeunes, à une situation précaire, vulnérable, en marge des lois sociales en vigueur.

Il est en effet important de dénoncer la démagogie et les mesures hypocrites du gouvernement actuel. La ilutte contre le chômage est une question majeure pour la classe ouvrière.

Seulement, si la CGT sait dresser un « réquisitoire » contre le chômage, comment compte-t-elle le combattre ? Elle se contente de proposer une « autre » politique gouvernementale : « une politique de l'emplol », dit-elle : « relancer l'économie française », « créer des emplois ». Mais les hommes politiques ont parlé de cette façon, sans le faire, bien sûr.

Aujourd'hui, la CGT proteste contre le chômage mais ne dit pas aux travailleurs à qui il faut qu'ils s'en prennent, eux. La CGT affirme que les partis de gauche, une fois au pouvoir, règleront tout cela. Mais à qui fera-t-on croire que Mitterrand sera capable d'imposer aux grandes sociétés de prendre sur les profits pour ne pas jeter les travailleurs à la

rue? Mitterrand n'a nulle envie de le faire. Et s'il le voulait, il n'en aurait pas les moyens car il ne se ferait pas obéir. L'Etat est très armé contre les ouvriers, le fisc est très armé contre les petits commerçants, mais l'Etat est sans force et le fisc sans armes contre les grands monopoles.

Les seuls qui pourraient imposer aux trusts, aux barons de l'atome et de la sidérurgie, d'être un peu moins riches pour que les travailleurs soient un peu moins pauvres, ce seraient les travailleurs eux-mêmes s'ils entrent en lutte.

Mais la CGT, au lieu de préparer les travailleurs aux luttes nécessaires si l'on veut voir le chômage reculer, les endort au contraire en leur disant de s'en remettre aux ministres de la gauche. Malheureusement, ces ministres n'auront qu'une seule hâte, une fois au pouvoir : oublier ce qu'ils ont dit aujourd'hui, pour mener au plus vite la même politique que la droite. Et l'on n'en a pas fini des statistiques truquées et des expédients pour faire semblant de faire reculer le chômage. Le tout est de savoir si les travailleurs se laisseront tromper.

Responsable de la publication : Michel RODINSON Impr. LITO, Paris-1er - Commission paritaire nº 46 450

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18 C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

On l'a assez vu

Le passage de Barre à l'émission l'Evénement de TF1 l'aura montré : il y a au moins un homme satisfait dans ce pays, lui-même. Les prix ? La situation n'a jamais été aussi satisfaisante depuis huit ans. L'emploi ? C'est de mieux en mieux et, d'ailleurs, la majorité de la population en est convaincue, foi d'INSEE! Pour les smicards, si ce n'est pas le bonheur, ce n'est pas bien loin : de quoi se plaindraient-ils, allors que leur pouvoir d'achat a augmenté de 3,5 % en 1978! Et ce n'est pas fini : Barre pousse la largesse jusqu'à envisager le SMIC à 2.400 F — dans le courant de la législature, c'est-àdire dans trois, quatre ou cinq ans!

Alors, à regarder le visage épanoui de cet homme de droite satisfait de lui, à écouter son langage cynique, méprisant, on a envie dans un premier temps de fermer sa télévision, et dans un deuxième de lui dire au moins m... dans les élections à venir. Cela ne suffit pas pour régler les problèmes, mais cela soulage. Voici le texte des affiches de Lutte Ouvrière que vous pouvez déjà trouver sur les murs dans tout le pays.

Les camarades qui veulent de ces affiches pour leur campagne peuvent bien évidemment nous en demander.

Votez le plus à gauche possible Votez Lutte Ouvrière

Ras le bol ? Votez Lutte Ouvrière

Chassez les politiciens professionnels. Elisez de simples travailleurs. Votez Lutte Ouvrière

Pour voter à gauche, sans voter pour Mitterrand : Votez Lutte Ouvrière Pour voter à gauche, sans voter pour la bombe atomique : Votez Lutte Ouvrière

Pour voter à gauche, sans approuver le budget militaire et la force de frappe : Votez Lutte Ouvrière

En votant Lutte Ouvrière, vous voterez pour les femmes, vous voterez à gauche.